

Eqbal Ahmad

Auteur de *Confronting Empire*, livre d'entretiens avec David Barsamian, South End Press.

Des terrorismes

Décédé en 1999, Eqbal Ahmad, intellectuel pakistanais, était professeur émérite de relations internationales au Hampshire College (Massachusetts) et éditeur de la revue *Race and Class*. Son ami Edward Saïd écrit de lui : « Il fut peut-être l'analyste anti-impérialiste le plus original de l'après-guerre ; un homme d'un grand charisme, d'une éloquence éblouissante, d'une conviction incorruptible. L'humanisme et le sécularisme authentique n'ont pas de meilleur champion ». Cette intervention sur le terrorisme prononcée en octobre 1998 à l'université du Colorado nous est apparue d'une grinçante actualité.

Dans les années trente et quarante, le mouvement juif clandestin en Palestine fut qualifié de terroriste. Ensuite, les choses ont changé. En 1942, il y eut l'Holocauste. Une certaine sympathie envers le peuple juif s'est développée dans les milieux libéraux occidentaux. Alors, les terroristes de Palestine qu'étaient les sionistes sont devenus, vers 1944-1945, des « combattants de la liberté ». Deux anciens Premiers ministres israéliens au moins, dont Menahem Beghin, ont eu droit à l'affichage de leur portrait et à la mention « mis à prix ». La tête de Menahem Beghin a valu jusqu'à 100 000 livres anglaises. Puis, de 1969 à 1990, l'Organisation de libération de la Palestine eut la vedette en tant qu'organisation terroriste. Yasser Arafat fut alors dépeint à plusieurs reprises par le grand sage du journalisme américain, William Safire, comme le « terroriste en chef ». Aujourd'hui, en septembre 1998, il est divertissant de voir ce même Yasser Arafat photographié à la droite du président Clinton, à la gauche duquel se tient le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou.

En 1985, le président Reagan reçut un groupe de barbus. Avec leurs turbans, ils avaient l'air féroces et semblaient surgis de la profondeur des temps. Le président Reagan les a reçus à la Maison Blanche. Puis il s'est adressé à la presse. Les montrant du doigt, il a dit : « Ce sont les équivalents moraux des pères fondateurs de l'Amérique. » C'étaient des moudjahidin afghans. À l'époque, l'arme au poing, ils combattaient l'« empire du mal » et étaient donc considérés comme l'équivalent moral de nos pères fondateurs.

En août 1998, un autre président américain a décidé d'envoyer des missiles, à partir d'un navire américain stationné dans l'océan Indien, pour tuer Oussama ben Laden et ses hommes dans les camps d'Afghanistan. Je ne voudrais gêner personne en rappelant que M. Ben Laden, contre qui l'on a envoyé quinze missiles, était encore, il y a quelques années à peine, l'équivalent moral de George Washington et de Thomas Jefferson. Furieux d'avoir été déchu de son titre d'équivalent moral des pères fondateurs, il exprime sa colère à sa manière. Je reviendrai plus sérieusement sur la question dans un petit instant.

Vous comprenez pourquoi j'ai rappelé ces histoires : afin de souligner à quel point cette affaire de terrorisme est compliquée. Les terroristes changent. Le terroriste d'hier devient le héros d'aujourd'hui et le héros d'hier devient le terroriste d'aujourd'hui. C'est cette question très sérieuse du changement constant d'image du terrorisme que nous devons garder à l'esprit pour essayer de comprendre ce qu'est le terrorisme et ce qu'il n'est pas ; et, plus important encore, pour déterminer quelle en est la cause et comment y remédier.

L'inconsistance de la notion échappe à toute définition. J'ai examiné au moins une vingtaine de documents officiels sur le terrorisme. Tous l'évoquent sur un registre émotionnel ou polémique, plutôt que d'en appeler à notre intelligence. Je vais seulement en prendre un exemple représentatif. Le 25 octobre 1984, George Schultz, alors secrétaire d'État, prit la parole dans une synagogue de Park Avenue à New York. Ce fut un long discours sur le terrorisme. Sur sept pages simple interligne, on n'y trouve aucune définition précise du terrorisme, mais seulement les énoncés suivants. Définition n° 1 : « Le terrorisme est une barbarie moderne que nous appelons terrorisme. » La définition n° 2 est encore plus brillante : « Le terrorisme est une forme de violence politique. » Vous n'êtes pas étonnés ? C'est une forme de violence politique, nous révèle George Schultz, secrétaire d'État des États-Unis ! Définition n° 3 : « Le terrorisme est une menace pour la civilisation occidentale. » Définition n° 4 : « Le terrorisme est une menace pour les valeurs morales occidentales. » Avez-vous remarqué qu'il n'en appelle à rien d'autre qu'à nos émotions ?

Il n'y a pas de définition sérieuse parce que définir impliquerait une analyse, de la compréhension, une certaine consistance logique. Cette absence de définition n'empêche pas la rhétorique officielle de généraliser. Nous ne pouvons pas définir le terrorisme, mais c'est tout de même une menace contre les valeurs morales de la civilisation occidentale ! C'est aussi une menace contre l'humanité. C'est une atteinte au bon ordre. Par conséquent, vous devez le pourchasser dans le monde entier. Notre objectif doit être global. Dans le même discours, George Schultz annonce : « Il n'y a pas de doute sur notre capacité à utiliser la force où et quand il le faut pour combattre le terrorisme. »

Il n'y a pas de limites géographiques. Le même jour, nos missiles peuvent frapper le Soudan et l'Afghanistan. Ces deux pays sont à plus de 3 000 kilomètres l'un de l'autre, et ils ont pu être touchés par les missiles d'un pays qui se trouve à environ 12 000 kilomètres de là. L'objectif est global.

Autre caractéristique : la puissance n'est pas seulement globale, elle est omnisciente. Nous savons où ils sont, par conséquent nous savons où frapper. Nous avons les moyens de savoir. Nous possédons les instruments du savoir. Nous savons tout. Schultz encore : « Nous connaissons la différence entre des terroristes et des combattants de la liberté. Et lorsque nous regardons autour de nous, nous savons parfaitement distinguer les uns des autres. » Oussama ben Laden ne sait pas qu'il fut allié un jour, ennemi le lendemain. C'est très embarrassant pour Oussama ben Laden. Je reviendrai plus tard sur son histoire. Car elle en vaut la peine.

Poursuivons. La rhétorique officielle ignore la causalité. Vous n'avez pas à vous préoccuper des causes qui font que quelqu'un devient un terroriste. Des causes ? Quelles causes ? Le *New York Times* du 18 décembre 1985 rapportait que le ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie (à l'époque, il existait encore une Yougoslavie) demandait au secrétaire d'État américain de réfléchir aux raisons du terrorisme palestinien. Le secrétaire d'État George Schultz – je cite le *New York Times* – « a légèrement rougi, il a frappé sur la table, et il a répondu à son visiteur de ministre : "Il n'y a aucun rapport avec aucune raison" ». Pourquoi donc chercher des causes et des raisons ?

Notons que l'indignation morale envers le terrorisme est sélective. Nous devons condamner la terreur de groupes qui sont officiellement condamnés et applaudir la terreur de ceux qui sont officiellement soutenus. Le président Reagan a dit un jour à propos de l'Amérique centrale qu'il était un « contra ». Il a vraiment dit ça. Nous savons pourtant, quelle que soit la définition retenue, que les contras étaient bel et bien des terroristes.

L'approche dominante exclut également de ses considérations – et c'est essentiel à mes yeux – la terreur pratiquée par les gouvernements amis. J'y reviendrai car cela a permis, entre autres, d'excuser la terreur de Pinochet, qui a tué l'un de mes meilleurs amis, Orlando Letelier, et d'excuser celle de Zia ul-Haq, qui a tué nombre de mes amis au Pakistan. Je veux seulement vous dire que, d'après mes modestes calculs, le nombre de victimes de la terreur d'État de Zia, de Pinochet, ou des dictateurs argentins, brésiliens, indonésiens, est, par rapport aux victimes des attentats palestiniens qualifiés de terroristes de 100 000 contre 1.

Malheureusement, l'histoire donne de la visibilité à la puissance et non à la faiblesse. La visibilité a donc été donnée aux groupes dominants. Notre époque, celle dont le Columbus Day célèbre l'avènement, est une époque

d'holocaustes sans précédents. Des civilisations entières ont été éliminées. Les Mayas, les Incas, les Aztèques, les Indiens américains, les Indiens canadiens ont été rayés de la carte. Leurs voix n'ont pas été écoutées. On commence à peine à les entendre. Mais on ne les entend que lorsque les pouvoirs dominants sont affectés, lorsque leur résistance a un coût ou un prix, lorsqu'un Custer est tué ou un Gordon assiégé. C'est alors seulement qu'on découvre qu'il y avait des Indiens et qu'ils se sont défendus. Ou bien qu'il y a des Arabes qui combattent et qui meurent.

Une dernière remarque sur ce point : pendant la période de Guerre froide, la politique américaine a parrainé nombre de régimes terroristes. Somoza, Batista et autres tyrans ont été des amis de l'Amérique. Vous savez cela. Vous et moi n'en sommes pas coupables. La contra au Nicaragua. Les moudjahidin en Afghanistan. Les escadrons au Salvador, etc. Maintenant, on a le revers de la médaille. N'allez pas imaginer que nous célébrons l'autre bord. Mais ayez en tête ces « deux poids, deux mesures ». Ayez en tête ce déséquilibre et demandez-vous d'abord : qu'est-ce que le terrorisme ? Notre premier devoir devrait être de définir ce fichu machin, de le nommer, de le décrire autrement que, tour à tour, comme « un équivalent moral des pères fondateurs » ou comme « une insulte morale aux valeurs occidentales ». Reportons-nous au dictionnaire Webster : « La terreur est une peur intense. » *Terroriser* et *terrorisme* sont ses dérivés : « L'usage de méthodes de terreur pour gouverner ou pour résister à un gouvernement. » Cette définition toute simple a le mérite de la loyauté. Elle est équitable. Elle met l'accent sur l'usage d'une violence coercitive, d'une violence utilisée illégalement, extraconstitutionnellement, pour contraindre. C'est une définition correcte, car elle traite la terreur pour ce qu'elle est, quels que soient le gouvernement ou les personnes privées qui l'exercent.

Avez-vous remarqué que les motivations n'entrent jamais en ligne de compte ? Il n'est pas question de savoir si une cause est juste ou pas. Nous parlons de consensus, d'approbation, de désapprobation, de légalité et d'illégalité, de constitutionnalité et de non-constitutionnalité. Mais pourquoi tenons-nous les motifs à l'écart ? Parce que les motifs diffèrent. Ils sont différents, mais cela ne fait aucune différence. J'ai repéré dans mon travail différents types de terrorisme : le terrorisme d'État, d'abord ; ensuite le terrorisme d'inspiration religieuse – des catholiques tuent des protestants, des sunnites tuent des chiites, des chiites des sunnites, vous pouvez appeler ça de la terreur sacrée si ça vous chante. L'État, l'Église, le Crime, la Mafia... Toutes sortes de crimes impliquent la terreur. Il y a aussi la terreur pathologique. Vous êtes malade. Vous voulez attirer l'attention du monde entier. Vous n'avez qu'à tuer un président. Vous y parviendrez. Ou bien, prenez un bus en otage... Il y a encore la terreur politique de groupes privés, qu'ils soient indiens, vietnamiens, algériens, palesti-

niens, Baader-Meinhof ou les Brigades rouges. Une terreur oppositionnelle. Gardez à l'esprit ces cinq formes de terreur. Et autre chose encore : parfois ces cinq variantes peuvent converger. Vous commencez par une terreur protestataire. Vous perdez la tête. Vous devenez cinglé. De même, la terreur d'État peut revêtir les formes de la terreur privée. Ainsi, nous connaissons tous le cas des escadrons de la mort en Amérique latine ou au Pakistan. Les gouvernements ont employé des agents privés pour éliminer des opposants. Ce n'est pas officiel. C'est privatisé. De même, le terrorisme criminel peut rejoindre le politique. C'est le cas lorsque la CIA utilise les trafiquants de drogue pour ses opérations secrètes en Afghanistan ou en Amérique centrale. La drogue et les flingues vont souvent ensemble, comme les trafics en tous genres.

Des cinq types de terreur recensés, toute l'attention se concentre sur un seul, le moins important au demeurant du point de vue des pertes en vies humaines. Le plus coûteux est la terreur d'État. Vient en second la terreur religieuse, bien qu'elle ait relativement reculé au xx^e siècle. Mais historiquement, elle a coûté très cher. La troisième au palmarès est la terreur criminelle. Puis vient la terreur pathologique. Une étude de Brian Jenkins pour la Rand Corporation a montré sur une période de dix ans que 50 % des actes terroristes n'ont aucun motif politique. Terreur purement criminelle ou pathologique. On ne retient pourtant qu'une de ces formes : le terrorisme politique, l'OLP, Ben Laden, ou qui il vous plaira.

Pourquoi agissent-ils ? Qu'est-ce qui fait courir le terroriste ? D'abord le besoin de se faire entendre. Imaginez que nous ayons affaire à un groupe minoritaire de terroristes politiques privés. Il cherche d'abord à se faire connaître. Normalement – il peut y avoir des exceptions – il cherche à ce que ses griefs soient entendus par les gens. On ne l'écoute pas. La minorité agit. La majorité applaudit. Les Palestiniens par exemple, les « superterroristes » de notre temps, ont été spoliés en 1948. De 1948 à 1968, ils ont fait des démarches auprès de toutes les institutions dans le monde. Ils ont frappé à toutes les portes. On leur a répondu qu'ils avaient été dépouillés parce qu'on leur avait dit à la radio – une radio arabe, une radio alliée – qu'ils devaient partir. Personne ne voulait les écouter. Finalement, ils ont inventé une nouvelle forme de terreur de leur cru : le détournement d'avion. De 1968 à 1975, ils ont ainsi tiré les oreilles du monde. Ils nous ont alertés : écoutez, écoutez ! Nous avons fini par les entendre. Nous ne leur avons toujours pas rendu justice, mais du moins nous savons, et les Israéliens les reconnaissent. Souvenez-vous que Golda Meir, Premier ministre d'Israël, disait encore en 1970 qu'il n'y avait pas de Palestiniens, qu'ils n'existaient pas. Maintenant, ils existent bel et bien. Nous discutons avec eux à Oslo. Ils sont au moins devenus des gens avec qui l'on discute. Nous ne pouvons plus seulement les chasser. Le besoin de se faire entendre est essentiel. C'est une motivation.

Un mélange de colère et de désespoir produit le besoin de frapper. Vous êtes en colère. Vous vous sentez abandonné. Vous réclamez réparation. Vous en appelez à la justice distributive. L'expérience de la violence subie de la part d'un parti plus fort a transformé historiquement les victimes en terroristes. Les enfants battus sont connus pour devenir des parents abusifs et des adultes violents. Vous le savez. C'est en quelque sorte ce qui arrive aux peuples et aux nations. Lorsqu'ils sont battus, ils se vengent. La terreur d'État appelle souvent la terreur collective. Vous rappelez-vous du fait que les Juifs n'avaient jamais été terroristes ? En général, on n'a pas connaissance que des Juifs aient commis des actes de terreur, excepté pendant et après l'Holocauste. Nombre d'études montrent que la majorité des membres des pires groupes terroristes en Israël ou en Palestine, le groupe Stern et l'Irgoun, étaient des immigrants venus des contrées les plus antisémites d'Europe orientale et d'Allemagne. De même, les jeunes chiites du Liban ou les Palestiniens des camps de réfugiés sont des gens battus. Ils deviennent très violents. Les ghettos sont violents en leur sein. Ils deviennent violents vers l'extérieur lorsque apparaît une cible claire, un ennemi identifiable dont on peut dire : c'est celui-là qui me l'a fait. Alors, ils se rebiffent.

L'exemple est une mauvaise chose. L'exemple se répand. Le détournement d'un avion de la TWA à Beyrouth eut un grand retentissement médiatique. Après ce détournement, il y eut neuf tentatives de détournement dans différents aéroports américains. Des groupes pathologiques ou des individus ont pris exemple sur les autres. Des exemples encore plus graves sont donnés par des gouvernements. Lorsque des gouvernements s'engagent dans la terreur, ils montrent l'exemple à grande échelle.

L'absence d'idéologie révolutionnaire est cruciale pour le terrorisme victimaire. Des révolutionnaires ne pratiquent pas la terreur aveugle. Ceux d'entre vous qui sont familiers de la théorie révolutionnaire connaissent les débats, les controverses, les polémiques, les combats même au sein des groupes révolutionnaires en Europe, entre marxistes et anarchistes nihilistes, par exemple. Mais les marxistes ont toujours soutenu que la terreur révolutionnaire, si elle s'avérait nécessaire, devait être socialement et psychologiquement sélective. Pas de piraterie aérienne. Pas d'otages. Pas d'enfants tués au nom de Dieu. Vous rappelez-vous aussi que les grandes révolutions en Chine, au Vietnam, en Algérie, à Cuba, ne se sont jamais livrées à un terrorisme de type détournements aériens ? Elle ont pratiqué une forme de terrorisme sélectif, très sociologique, certes encore déplorable, mais organisé et limité. L'absence d'idéologie révolutionnaire, à partir de la Seconde Guerre mondiale approximativement, a donc été un élément clé pour le développement du phénomène terroriste.

Ma dernière question porte sur le fait que ces conditions existent depuis un certain temps. Pourquoi, alors, cette déferlante de terrorisme politique privé ? Pourquoi autant maintenant, et sous des formes aussi spectaculaires ? La réponse est dans la technologie moderne. Vous défendez une cause. Vous pouvez la populariser par la radio et la télé. Tous les médias vont se précipiter si vous avez pris un avion et si vous détenez 150 otages américains. Ils vont répercuter vos demandes. Vous disposez d'une arme moderne avec laquelle vous pouvez frapper à des kilomètres de distance. Et vous avez des moyens modernes de communication. Quand vous conjuguez la cause, l'instrument de coercition et l'instrument de communication, le tour est joué. Un genre nouveau de politique devient possible.

Les dirigeants de divers pays ont répondu à ce défi par des moyens traditionnels. La méthode classique consiste à frapper, que ce soit avec des missiles ou autrement. Les Israéliens en sont très fiers. Les Américains en sont très fiers. Les Français en sont devenus très fiers. Les Pakistanais prétendent que leurs commandos sont les meilleurs. Franchement, ça ne marchera pas. Les esprits politiques prisonniers du passé et les nouvelles réalités des temps modernes ne s'accordent pas.

Quel est par conséquent mon conseil pour l'Amérique ? D'abord d'éviter le « deux poids, deux mesures ». Si vous jouez sur deux tableaux, vous finirez par payer deux fois. Ne jouez pas avec ça. Ne justifiez pas la terreur israélienne, la terreur pakistanaise, la terreur contre le Nicaragua, la terreur au Salvador d'un côté, pour vous plaindre après de la terreur afghane ou de la terreur palestinienne. Ça ne marche pas. Une superpuissance ne peut pas promouvoir la terreur d'une main et espérer arrêter le terrorisme de l'autre. Ça ne peut pas marcher dans ce monde qui rétrécit à mesure qu'il se mondialise.

Ne justifiez pas la terreur de vos alliés. Condamnez-la. Combattez-la. Punissez-la. S'il vous plaît, évitez les opérations secrètes et la guerre dite de « basse intensité ». Elles sèment la terreur et la drogue. La violence et la drogue s'y alimentent. La structure des opérations secrètes – j'ai réalisé un film sur le sujet intitulé *Traiter avec le diable* – montre que ces opérations ont partout partie liée avec la question de la drogue et avec son trafic. La structure même de ces opérations irrégulières est très propice au commerce de la drogue, que ce soit en Afghanistan, au Vietnam, au Nicaragua, en Amérique centrale. Évitez-les. Renoncez-y.

S'il vous plaît, interrogez-vous sur les causes et attaquez-vous aux causes. Tâchez de trouver les causes pour résoudre les problèmes. Ne pensez pas seulement aux solutions militaires. Le terrorisme pose un problème politique. Cherchez des solutions politiques. La diplomatie existe. Prenez l'exemple de la dernière attaque contre Ben Laden. Vous ne savez même pas ce que vous

visiez. Vous prétendez savoir, mais vous ne savez pas. Vous avez essayé de tuer Kadhafi. Vous avez tué sa fille de quatre ans. Elle ne vous avait rien fait. Et Kadhafi est toujours là. Vous avez essayé de supprimer Saddam Hussein. Vous avez tué Leila ben Attar, une artiste éminente et une femme innocente. Vous avez tenté de liquider Ben Laden et ses hommes. Aucun d'eux n'a été tué, mais vingt-cinq autres personnes sont mortes. Vous avez voulu détruire une usine chimique au Soudan. Maintenant, vous admettez avoir anéanti une usine innocente qui représentait la moitié de la production du Soudan en médicaments, et non pas une usine chimique. Vous ne savez pas. Vous croyez savoir.

Quatre de vos missiles sont tombés au Pakistan. L'un d'eux a été légèrement endommagé. Deux ont été totalement détruits. Le dernier est intact. Pendant dix ans, le gouvernement américain a tenu le Pakistan sous embargo parce qu'il cherchait stupidement à se doter d'armes nucléaires et de missiles. Il y a donc un embargo technologique contre mon pays. Mais l'un des missiles perdus est intact. Savez-vous ce que les dirigeants pakistanais ont déclaré au *Washington Post*? Maintenant, nous avons la technologie et nos chercheurs étudient minutieusement le missile! Il est tombé en de mauvaises mains. Alors, ne faites pas ça. Cherchez du côté des solutions politiques et non du côté des solutions militaires. Elles posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. S'il vous plaît, essayez plutôt de renforcer le cadre du droit international. Il y avait une Cour criminelle à Rome. Si vous avez des preuves, pourquoi n'avoir pas commencé par aller devant cette Cour demander un mandat international contre Ben Laden? Obtenez ce mandat et allez le chercher. Renforcez l'autorité de l'ONU. Soutenez la Cour internationale de justice.

J'en viens maintenant, comme je l'ai promis, à la question de Ben Laden et des Saoudiens en Afghanistan. L'affaire Ben Laden est *grosso modo* du même type que celle de Sheikh Abdul Rahman, accusé et condamné comme instigateur de la bombe du World Trade Center de New York en 1993. Le *New Yorker* a publié une longue histoire sur son compte. C'est la même que celle d'Aimal Kansi, le Baloutche pakistanais également accusé de meurtre sur deux agents de la CIA. J'essaierai d'être bref. Le « jihad », qui a été traduit des milliers de fois par « guerre sainte », ne se résume pas à ça. Ce peut être une lutte par des moyens violents ou non. Il y a deux formes : le petit et le grand jihad. Le petit jihad implique la violence. Le grand jihad est une lutte avec soi-même. Voilà les concepts. La raison pour laquelle je le rappelle, c'est que, dans l'histoire islamique, le jihad en tant que phénomène international violent a pratiquement disparu pendant les quatre derniers siècles. Il a soudain ressuscité, avec l'aide des Américains, dans les années quatre-vingt. Lorsque l'Union soviétique est intervenue en Afghanistan, Zia ul-Haq, le dictateur militaire du Pakistan, a saisi l'occasion pour lancer un jihad contre le communisme mécréant. Les

États-Unis y ont vu une divine opportunité pour mobiliser un milliard de musulmans contre ce que Reagan appelait l'« empire du mal ». L'argent a afflué. Les agents de la CIA ont commencé à sillonner le monde musulman pour enrôler des gens pour le jihad.

Ben Laden fut l'une de leurs recrues de choix. Il n'était pas seulement arabe. Il était saoudien. Il n'était pas seulement saoudien. Il était aussi multimillionnaire, prêt à mettre son propre argent dans l'affaire. Ben Laden a circulé pour recruter des gens pour la guerre contre le communisme. Je l'ai rencontré pour la première fois en 1986. Il m'était recommandé par un responsable américain dont je ne sais toujours pas s'il s'agissait ou non d'un agent. Je lui ai demandé quels étaient les Arabes qu'il serait intéressant de rencontrer en Afghanistan et au Pakistan. Il m'a répondu : « Vous devez voir Oussama. » J'ai été voir Oussama. Il était là, riche, avec ses recrues venues d'Algérie, du Soudan, d'Égypte, très exactement comme Sheikh Abdul Rahman. Ce type était un allié. Il restait un allié.

Il a changé à un moment précis. En 1990, les Américains ont installé leurs forces en Arabie saoudite. L'Arabie est un lieu sacré pour les musulmans : La Mecque, Médine... Il n'y avait jamais eu de troupes étrangères là. En 1990, lors de la guerre du Golfe, sous prétexte d'aider l'Arabie saoudite à défaire Saddam Hussein, elles sont venues. Oussama ben Laden s'est tenu tranquille. Saddam a été vaincu. Mais les troupes américaines, des troupes étrangères, sont restées sur la terre de Kaba (le lieu saint de l'Islam à La Mecque). Oussama a écrit lettre après lettre, demandant : pourquoi êtes-vous encore là? Partez! Vous étiez venus pour aider, mais vous restez. Finalement, il a entrepris un nouveau jihad contre les occupants. Sa mission est de chasser les troupes américaines d'Arabie saoudite comme sa mission avait été de chasser les troupes russes d'Afghanistan. Vous voyez ce à quoi je faisais référence tout à l'heure en évoquant les manœuvres secrètes.

La seconde chose à propos de Ben Laden, c'est qu'il s'agit de gens tribaux, de gens réellement tribaux. Le fait d'être milliardaire ne change rien à l'affaire. Leur code éthique reste tribal. Et ce code peut se résumer en deux mots : loyauté et vengeance. Vous êtes mon ami. Vous tenez parole. Je suis loyal envers vous. Si vous trahissez votre parole, je réclame vengeance. Pour lui, l'Amérique n'a pas tenu parole. L'ami loyal a trahi. La confiance a été trahie. Et voilà l'effet boomerang de la guerre d'Afghanistan. C'est pourquoi j'ai dit qu'il fallait en finir avec ces guerres de l'ombre. Elles ont un prix que le peuple américain ne peut pas imaginer, et que des gens du type Kissinger ignorent.

Traduit de l'anglais par Samuel Liberman